

M. l'Orateur, tout budget qui ne vise pas à soulager la pauvreté au Canada doit aussi être considéré comme une honte. Dans un compte rendu paru le 21 octobre dans le *Star* de Toronto, le Conseil canadien du Bien-être signalait que 400,000 enfants vivent dans la misère, et que la première étude valable des conditions de logement des bénéficiaires du bien-être social au Canada indique que au moins 400,000 enfants vivent dans des logements misérables, déprimants, où sévissent les maladies, et dépourvus des plus élémentaires toilettes. Le 24 octobre dans le *Telegram* de Toronto, le Conseil canadien du Bien-être à accusé le ministre des Finances M. Benson, et le gouvernement fédéral, de manœuvres bigrement malhonnêtes. Le directeur, M. Bates, a déclaré:

En appelant impôt de progrès social la hausse de 2 p. 100 de l'impôt sur le revenu, M. Benson essayait seulement de tromper la population canadienne. C'est fort injuste et très inexact, car le budget n'indique pas qu'elle soit assortie d'un programme de bien-être ou de progrès social. Il a prétendu que l'étiquette était en rapport avec une campagne du gouvernement Trudeau visant à discréditer les programmes de bien-être social et à monter la population contre le financement d'autres programmes. Ce ne sont que des manœuvres tactiques, bigrement malhonnêtes...

Ce n'est pas que l'économie canadienne manque de ressources pour améliorer la situation. Ce n'est pas qu'elle soit naturellement inapte à corriger la pauvreté et à fournir des logements convenables aux citoyens. C'est seulement que le gouvernement a refusé d'établir en faveur de notre économie et de nos gens des priorités valables et productives.

• (8.10 p.m.)

Au moment où nous ne pouvons pas construire assez de maisons pour ceux qui en ont besoin, on construit des édifices dont on pourrait fort bien se passer. Les chaînes de magasins au détail ne semblent pas avoir de difficulté à cet égard. Selon une nouvelle publiée récemment dans le *Globe and Mail*, les magasins Dominion ont l'intention d'ouvrir 200 nouvelles succursales, et la chaîne Steinberg doit inaugurer 15 ou 20 nouvelles succursales par an. Les magasins Kresge ont l'intention d'en ouvrir cinq ou six. Toutes les chaînes les plus importantes semblent prendre de l'expansion. On ne saurait croire que des millions de Canadiens qui ont grand besoin d'une maison accepteront que les centres commerciaux doivent avoir la priorité. Au lieu de camper dans le bureau du maire de Toronto, certains de ces gens qui ont tellement besoin d'une maison pourraient peut-être s'installer dans les centres commerciaux.

Face à un chômage élevé, à une pénurie d'emplois pour les jeunes Canadiens qui accèdent au marché du travail, à la productivité

insuffisante de notre société, à une pauvreté intolérable au sein de la prospérité de quelques-uns, aux priorités mal réparties compte tenu des besoins des gens, qu'est-ce que le gouvernement propose aux Canadiens? Il leur propose un budget immobiliste. Il veut piétiner sur place. Il leur propose un numéro de funambule, mais le ministre des Finances, dans son tour d'acrobatie, fera la culbute. Tout comme l'ancien ministre ne parvenait pas à équilibrer son budget, tout comme ses prévisions en matière de déficits se révélèrent erronées, de même le ministre actuel sera probablement dans l'erreur. S'il réussit à équilibrer tant soit peu son budget, ce sera au prix d'un chômage intolérable. L'équilibre d'un budget n'a de sens que si l'économie fonctionne à plein ou presque, et nous en sommes encore loin.

Si le ministre souhaite équilibrer son budget judicieusement, il devrait instaurer des politiques de plein emploi, car seul le plein emploi peut permettre d'équilibrer vraiment un budget sans danger. Renoncer à une production virtuelle imposera à la population canadienne des pertes économiques irrécupérables. Faute de plein emploi, le régime fiscal des dépenses du gouvernement engendre automatiquement un déficit. Les recettes n'augmentent pas au même rythme qu'en période de plein emploi parce que les revenus des particuliers ne passent pas à des paliers plus élevés d'imposition. Les dépenses au titre du bien-être social et de l'assurance-chômage augmentent automatiquement à mesure que décroît le plein emploi au sein de l'économie. Ces deux éléments conjugués produisent certains effets économiques sous la forme d'un déficit automatique chaque fois que l'économie canadienne n'atteint pas son rendement virtuel. Le déficit qui en résulte est suffisamment élevé pour empêcher le chômage de s'aggraver à condition que l'activité dans le secteur de la consommation et les dépenses du gouvernement se maintiennent.

Un budget équilibré est un excellent moyen de stabiliser une économie de plein emploi, mais à l'heure actuelle l'effectif ouvrier du Canada n'est pas pleinement employé. Nous sommes bien loin de cet objectif, et le taux de chômage s'accroît d'un bout à l'autre du pays. Le ministre des Finances a voulu résoudre ce problème en présentant un budget destiné à contracter plutôt qu'à développer l'économie. Il a réduit le déficit cette année et promis d'équilibrer le budget l'an prochain. Cette politique ne tient aucun compte du besoin d'une politique propre à ranimer l'emploi et dépasse de beaucoup l'idée d'un budget équilibré dans des conditions de plein emploi. C'est une politique ridicule qui entrave la croissance de l'économie.

[M. Saltsman.]